

Un an après la signature du cessez-le-feu entre le Palipehutu-FNL et le gouvernement du Burundi, les ONG burundaises réunies au sein de FORSC et les ONG européennes membres d'EurAc rappellent au gouvernement du Burundi l'importance d'un bon fonctionnement des institutions légitimes, l'instauration d'un dialogue politique apaisé et l'obtention de résultats concrets au service de la population du Burundi. Elles appellent également l'UE et son Représentant Spécial à continuer plus activement une médiation. Bujumbura et Bruxelles, 10 septembre 2007 [0910DéclarationconjointeEuracFORSC.pdf](#)

Documents joints

[0910DéclarationconjointeEuracFORSC.pdf](#)